DOCUMENT DE TRAVAIL DT/2018-10

Sous la crise anglophone au Cameroun: frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités publiques

Mireille RAZAFINDRAKOTO

François ROUBAUD

UMR DIAL 225
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 • Paris •Tél. (33) 01 44 05 45 42 • Fax (33) 01 44 05 45 45 • 4, rue d'Enghien • 75010 Paris • Tél. (33) 01 53 24 14 50 • Fax (33) 01 53 24 14 51
E-mail : dial@dial.prd.fr • Site : www.dial.ird.fr

La crise anglophone au Cameroun : frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités publiques[1]

Mireille Razafindrakoto	François Roubaud
IRD, UMR DIAL, 75010 Paris	IRD, UMR DIAL, 75010 Paris
PSL, Université Paris-Dauphine,	PSL, Université Paris-Dauphine,
LEDa, UMR DIAL, 75016 Paris, France	LEDa, UMR DIAL, 75016 Paris, France
razafindrakoto@dial.prd.fr	roubaud@dial.prd.fr

Document de travail UMR DIAL

Décembre 2018

Résumé

A l'aube d'un 7ème mandat présidentiel de Paul Biya, la situation politique s'est sévèrement dégradée au Cameroun depuis 2016, avec notamment la résurgence des velléités sécessionnistes des deux régions anglophones, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Quelles sont les bases sociales et politiques des tensions qui parcourent ces deux régions ? Pour ce faire, nous mobilisons principalement une enquête statistique originale menée auprès de la population fin 2014 sur la *Gouvernance, la Paix et la Sécurité* (GPS-SHaSA), réalisée avec l'appui scientifique des auteurs. L'article montre que la situation n'est pas que le reflet de stratégies individuelles d'entrepreneurs politiques en mal d'assises électorales et sans ancrage populaire sérieux. La crise anglophone reflète bien des aspirations démocratiques d'une population qui se considère comme des citoyens de seconde zone. Certes, sur de nombreux aspects les Anglophones ne se distinguent pas substantiellement de leurs homologues francophones ; ils ne vivent pas des difficultés plus aigües au quotidien, ni ne se montrent forcément plus négatifs. En revanche, il est un domaine où la « question anglophone » prend corps : leur défiance massive à l'égard du pouvoir et des institutions publiques.

Mots-clefs : Cameroun, Crises politiques, Régions anglophones, Ethnicité, Gouvernance démocratique, Violence, Expériences, Perceptions, Enquête statistique

JEL Code : D02, H56, O10, O43, O55

Abstract

At the dawn of a 7th presidential term of Paul Biya, following the election of October 7, 2018, Cameroon's political situation has deteriorated dramatically since 2016 largely due to the resurgence of separatist impulses in the two Anglophone Northwest and Southwest regions. What are the social and political causes of the unrest sweeping through these two regions? In answer to this question, we draw primarily on an original statistical survey of the population on *Governance, Peace and Security* (GPS-SHaSA) conducted with the authors' scientific assistance in late 2014. The article shows that the situation is not merely the reflection of individual strategies by political entrepreneurs in need of an electoral base and with no serious popular support. The Anglophone crisis reflects many of the democratic aspirations of a population who see themselves as second-class citizens. In many ways, the English speakers are not so very different from their French-speaking counterparts; they neither experience more serious difficulties day to day nor are they necessarily more negative. However, there is one area in which the "Anglophone issue" really takes shape: their massive distrust of government and public institutions.

Key words: Cameroon, Political Crises, Anglophone Regions, Ethnicity, Democratic Governance, Violence, Experiences, Perceptions, Statistical Survey.

[1] Nous tenons à remercier l'INS du Cameroun pour avoir conduit l'enquête GPS-SHaSA, nous avoir donné accès aux données et des commentaires sur une version préliminaire de ce papier, ainsi que Fred Eboko pour ses suggestions judicieuses.

Introduction

En cette année électorale et peut-être à l'aube d'un nouveau et 7ème mandat de Paul Biya, qui n'augure pas d'une ère nouvelle, le Cameroun s'enfonce dans une crise politique qui affecte en particulier les deux régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Sur le front économique, le Cameroun vit dans un entre-deux, avec des performances en demie teinte qui contrastent fortement avec la dynamique retrouvée à l'échelle du continent depuis les années 2000. Le pays n'a pas réussi a amorcé sa transition post-pétrolière, en dépit de l'épuisement de cette rente, et le diagnostic que nous faisions dès le milieu des années 1990[2] reste le même deux décennies plus tard[3], comme si rien avait changé. S. Chauvin, l'auteure d'une des études récentes, parle de « croissance molle » et appelle de ses vœux la transformation structurelle tant attendue et l'émergence d'un secteur industriel plus dynamique. Le léger rebond observé au tournant des années 2015 (autour de 5% de croissance) ne change pas fondamentalement à la donne, et la croissance s'est à nouveau ralentie en 2017 (3,4%)[4].

Sur le plan politique, le diagnostic semble être à l'avenant, comme en atteste le titre du dossier spécial consacrée au Cameroun par la revue *Politique africaine* : « *Cameroun : l'Etat stationnaire* » (Eboko et Awondo, 2018)[5], avec un président qui s'est maintenu au pouvoir depuis plus de trois décennies, bon gré, mal gré, une mainmise du pouvoir et du « parti-Etat » sur la société, et une opposition, d'abord muselée dans la décennie 1990, puis divisée, comme en atteste la présence des huit candidats qui ont finalement concouru à la dernière élection d'octobre 2018. La victoire n'a été qu'une formalité pour le Président en exercice. Ce dernier a obtenu 71% des voix, contre 14% à Maurice Kamto, arrivé en deuxième position, dans un contexte de forte abstention (46%). Mais cet immobilisme n'est que de façade. La situation politique s'est singulièrement dégradée au Cameroun ces dernières années. A la crise larvée d'un pouvoir qui se survit à lui-même en donnant l'impression d'être à la fois à bout de souffle et en même temps capable de durer encore longtemps, deux fractures ouvertes sont venues fragiliser le système : les incursions récurrentes de Boko Haram à l'Extrême-Nord et la contestation ouverte des deux régions anglophones depuis 2016 ; auxquelles on pourrait ajouter la dangereuse proximité des milices centrafricaines à l'Est. L'issue de ces deux sources de déstabilisation est incertaine pour le pouvoir en place, voire pour l'avenir du pays tout entier. Assiste-t-on au début de l'éclatement du Cameroun post colonial, vers l'état de chaos comme dans d'autres pays de la région, ou au contraire serviront-elles de ferment à une restauration autoritaire qui permettra de gérer, dans la continuité (ou pas), les jeux de succession en cours ? D'ailleurs, ces deux sources de remise en question frontales sont-elles les seules à l'œuvre ? Dans tous les cas, la situation présente est potentiellement explosive et imprévisible, menaçant chaque jour de dégénérer en une déflagration généralisée. Au-delà de tensions localisées, quelle est la véritable ampleur de la crise camerounaise ? Reflète-t-elle des divisions plus profondes au sein de la société dans son ensemble, et suivant quelles lignes de fractures (politiques, communautaires, socio-

[2] F. Roubaud, « Le " modèle " de développement camerounais 1965-1990 : de la croissance harmonieuse à la crise structurelle », in G. Courade (dir.), *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, chapitre 2, Karthala, Paris, 1994, p. 52-72 ; Aerts J.-J., Cogneau D., de Monchy G., Herrera J., Roubaud F., *L'économie camerounaise : un espoir évanoui*, Karthala, col. Les Afriques, Paris, 2000.

[3] S. Chauvin, « Cameroun : les enjeux de la croissance », *Macro-économie et Développement* No.6, AFD, Paris, Novembre 2012.

[4] BAD, *Performances économiques en Afrique 2018*, BAD, Abidjan, 2018.

[5] F. Eboko P. Awondo (2018), *Cameroun : l'Etat stationnaire*, Politique Africaine, 2018/2, No.150, Dossier spécial.

économiques, etc.) ? La crise résulte-t-elle principalement de stratégies de la classe politique en déphasage avec les attentes citoyennes ? Le mode de fonctionnement des institutions répond-il aux aspirations de la population ? Y a-t-il un hiatus entre l'offre et la demande de gouvernance démocratique qui serait une source d'instabilité structurelle sous-jacente ?

Telles sont les différentes interrogations auxquelles on cherchera à répondre dans cet article, en nous centrant sur la question de la tentation sécessionniste des deux régions anglophones du pays (le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, sachant qu'on verra que le premier est l'une des régions les plus riches du pays, tandis que le second fait partie des plus pauvres). Il s'agira de cerner dans quelle mesure « la question anglophone » relève de l'agitation d'un groupe déconnecté de la population ou si elle travaille la scène camerounaise plus en profondeur et à la base. Nous mobiliserons à titre principal une enquête de première main sur la *Gouvernance, la Paix et la Sécurité* (GPS-SHaSA) réalisée fin 2014 par l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun, avec l'appui scientifique des auteurs. L'enquête porte sur un échantillon de plus de 5 000 personnes, le plus large jamais réalisé dans ce pays, représentatif de l'ensemble de la population au niveau national et des 10 régions. Pour approfondir et conforter les analyses, on exploitera également les enquêtes *Afrobaromètre* conduites au Cameroun, afin d'apprécier la robustesse de nos résultats et fournir quelques éléments de dynamique (2013-2016).

D'un point de vue méthodologique, c'est la première fois qu'une approche quantitative est adoptée pour analyser le complexe large de la paix et la sécurité, la gouvernance démocratique. Notre démarche qui se veut complémentaire des approches usuelles d'analyse des crises qui consistent le plus souvent à diriger uniquement le projecteur sur les acteurs influents (ceux visibles qui déclenchent les mouvements ou les crises) et négligeant le point de vue des citoyens ordinaires qui n'ont pas les moyens de faire entendre leur voix. La disponibilité d'une enquête avant 2016, année de début de la crise en cours, est un atout. Elle permet d'explorer les racines potentielles de la crise, et notamment ses soubassements populaires en analysant les expériences et les perceptions des citoyens sur la gouvernance et la sécurité dans le pays. En d'autres termes, la crise était-elle prévisible du point de vue, non pas des acteurs politiques, mais de la population ?

Notre approche fournit un complément d'enquête en mobilisant un nouvel instrument d'administration de la preuve, à côté de travaux de terrain de type qualitatif, parfois plus approfondis mais par nature plus pointillistes. Elle permet aussi de creuser de nouvelles hypothèses telles que la complexité des liens entre les facteurs économiques et socio-politiques, ou encore entre les perceptions et les expériences de l'insécurité par exemple.

La première partie de cet article pose quelques éléments de cadrage : nous présentons brièvement le contexte socio-politique camerounais avec un accent sur la question anglophone ; le cadre et la méthodologie des enquêtes sont également exposés. La deuxième partie propose un état des lieux en matière de discrimination, de sécurité individuelle, ainsi que des actions mises en œuvre par les forces de l'ordre pour y répondre. L'objectif est d'identifier si les régions anglophones se distinguent et souffrent de difficultés spécifiques dans ces domaines. La troisième partie se penche sur les sentiments de la population à l'égard du pouvoir. Quelle est son appréciation et son degré de confiance à l'égard des institutions, notamment celles relatives aux fonctions régaliennes de l'Etat ? L'analyse du point de vue des citoyens donne les moyens d'étudier l'origine des mécontentements et le terreau populaire qui entretient la crise en cours. Les enseignements de l'étude sont proposés en conclusion.

I.- Le contexte socio-politique camerounais et les sources mobilisées

IA – La « question anglophone » : retour sur une thématique ancienne

Ce qu'il est convenu d'appeler la « question anglophone », qui a resurgi dans le débat camerounais au tournant de l'année 2016[6], est aussi ancienne que le Cameroun lui-même. Son acuité fluctue au fil du temps, au gré des évènements avec ses poussées de fièvre récurrentes, mais elle se maintient en toile de fond, inscrite dans le temps long de l'histoire même du pays[7]. Nous traçons ici les linéaments, dont le rapport récent de l'*International Crisis Group* consacré à ce sujet constitue une excellente synthèse[8].

Dès 1916, la Société des Nations (SDN) a confié à la France et au Royaume-Uni l'administration du protectorat allemand du « Kamerun ». Chacun des deux pays impulsa sa marque (linguistique, culturelle et institutionnelle) sur les parties du territoire dont il avait la charge. La partie francophone (dite à l'époque du « Cameroun méridional ») obtient son indépendance en 1960 et constitue la République du Cameroun. Le devenir de la partie britannique (le Cameroun dit « occidental »), elle-même constituée de deux territoires (le « Northern Cameroon » et le « Southern Cameroons »), est plus compliquée, notamment du fait de l'exclusion par la « communauté internationale » de l'époque et l'ONU de l'hypothèse d'une indépendance qui avait a priori les faveurs des populations. Alors que le premier demande son rattachement au Nigéria, lors du référendum de 1961, le second choisit de rejoindre la République du Cameroun. Ce territoire correspond aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest actuel. Depuis cette date, ces origines coloniales différentes n'ont cessé de se traduire en manifestations et en revendications plus ou moins régulières et émergées d'une identité à part[9].

Dès le processus de rattachement, les termes du mode d'intégration ont été contestés, certains groupes élitaires (autour de la figure d'Endeley, chef du Kamerun National Congress) plaidant pour l'option nigériane. Alors que les négociateurs anglophones penchent pour un Etat fédéral lors des négociations avec le président Ahidjo en juillet 1961, le vote de la Constitution n'accorde que peu de prérogatives aux deux Etats fédérés, au bénéfice de l'Etat fédéral ; prérogatives qui ne cesseront d'être grignotées sous Amadou Ahidjo (1960-1982) puis Paul Biya (1982 à ce jour). Les deux présidents n'auront de cesse que d'accroître le pouvoir de l'Etat central, et au premier chef le leur par la même occasion[10]. Dès 1961, le découpage du pays en six régions administratives est un premier pas visant à minorer le poids politique des Anglophones. La promulgation d'un certain nombre de mesures économiques (comme l'adoption du Franc CFA), mais aussi de normes plus ou moins symboliques (le système métrique ou la conduite à droite), met clairement en évidence la

---

[6] Marie-Emmanuelle Pommerolle, Hans De Marie Heungoup, 'The "Anglophone crisis": A tale of the Cameroonian postcolony', *African Affairs* 116, 464 (2017), pp. 526–538; Joseph Tchinda Kenfo, « Le « problème anglophone » au Cameroun. La réponse par le processus participatif au développement territorial », Thinking Africa, Note de Recherche n° 29, juillet 2017, p. 1-14. file:///Users/eboko/Desktop/ndr-29-cameroun%20Crie%20anglophone.pdf

[7] V. T. Le Vine, *Le Cameroun du mandat à l'indépendance*, Paris, Présence africaine, 1984 ; R. A. Joseph, *Radical Nationalism in Cameroon*, Oxford University Press, 1977. Traduction, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, (préface de Jean-François Bayart), Paris, Karthala, 1987.

[8] ICG, « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », *Rapport Afrique* No. 250, International Crisis Group, Bruxelles, août 2017.

[9] Voir B. Jacques, *Les Camerounais occidentaux : la minorité d'un Etat bicommunautaire*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1972.

[10] J.-F. Bayart, *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de Sciences Po, 2e édition, 1985.

volonté d'effacer le legs colonial britannique porté par les Anglophones. Le président Ahidjo pousse à la création d'un parti unique (1966), et à l'issue d'un référendum, le fédéralisme est officiellement remplacé par l'Etat unitaire le 20 mai 1972. Cette date du 20 mai devient la fête nationale en lieu et place de la date de l'indépendance du Cameroun méridional, obtenue le 1er janvier 1960. Cette unification a aussi comme conséquence, ou peut-être pour objectif, de fracturer la capacité de résistance des élites locales, certaines fractions cherchant à s'intégrer au système pour continuer à jouir des rentes qu'il procure. La frustration de la partie anglophone est d'autant plus profonde, que ces changements s'inscrivent dans un contexte global d'autoritarisme croissant et de limitation des libertés publiques, sous couvert de lutte contre le mouvement révolutionnaire de l'UPC[11]. S'impose alors un régime répressif, où les Anglophones se sentent de plus en plus marginalisés, voire victimes de traitements jugés discriminatoires et humiliants des hommes politiques locaux comme des citoyens ordinaires. Le recul du pouvoir des Anglophones nourrit en réaction un sentiment de minorité défavorisée et renforce celui d'une identité partagée. Le début des années 1970 marque l'apparition de mouvements contestataires fortement neutralisés.

L'ère Biya, amorcée en 1982, ne fait que renforcer la tendance centralisatrice, assimilationniste et néo-patrimoniale de l'Etat[12]. Si la politique à l'égard des Anglophones s'inscrit dans le cadre plus général de la gestion ethnique du pays impulsée par le Président[13], elle fait l'objet d'un traitement spécial. En 1983, la région anglophone est scindée en deux provinces, toujours en vigueur aujourd'hui. Jouant des injonctions du FMI, la *Cameroon Development Corporation*, est privatisée, les structures para-étatiques œuvrant en zone anglophones comme le *West Cameroon Marketing Board*, la *Cameroon Bank* ou *Powercam* sont démantelées, tandis que le système éducatif est unifié consacrant la prééminence du modèle francophone. Au début des années 1990, l'émergence du *Social Democratic Front* (SDF), et de sa figure tutélaire, Ni John Fru Ndi, rendu possible par le retour du multipartisme, donne un nouveau souffle à la communauté anglophone dans le champ politique. Si le nouveau parti est favorable au fédéralisme et porte ses revendications, il dépasse rapidement sa base, pour séduire une partie des Francophones, dans un contexte de crise économique persistante et de recul démocratique. A tel point, qu'il fait quasiment jeu égal avec le RDPC, parti dominant, aux élections présidentielles de 1992, avec respectivement 37% et 39%, sans que l'on sache qui véritablement est arrivé en tête, compte tenu de fraudes massives, plus ou moins avérées. Le SDF prend une place hégémonique sur la scène politique anglophone, revendiquant un fédéralisme à quatre Etats, plus consensuel que la sécession ou le fédéralisme à deux Etats. Cette position de compromis, favorise l'émergence de mouvements plus radicaux du côté anglophone, allant jusqu'à la revendication de l'action violente[14].

Néanmoins, la multiplication des acteurs et des revendications plus extrêmes (jusqu'à la déclaration d'Indépendance, plus symbolique que réelle, de l'*Ambazonia Republic* sur radio Buea en 1999 par le SCNC (*Southern Cameroons National Council*) s'est traduite par un émiettement des forces, et finalement par l'affaiblissement progressif du SDF tout a long des années 1990-2000, tandis que le projet centralisateur marginalisant toujours un peu plus les régions anglophones a poursuivi sa route

[11] Voir J.-F. Bayart, *op. cit.*
[12] J.-F. Médard, *Etats d'Afrique*, Karthala, Paris, 1991.
[13] F. B. Nyamnjoh, « Cameroon: A Country United by Ethnic Ambition and Difference », *African Affairs*, 98(390): 101-118, 1999.
[14] ICG, « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », déjà cité.

pluri-décennale. Le gouvernement poursuit sa stratégie qui consiste à diviser pour régner en attisant les divergences entre les acteurs de la société anglophone[15].

C'est dans ce contexte de conflictualité larvée, en dehors d'opérations « villes mortes » sporadiques et de revendications ponctuelles portées par la diaspora, que la dernière crise a éclaté en octobre 2016[16]. Les nouvelles contestations politiques se combinent avec des revendications historiques, mettant en exergue la nature multidimensionnelles de la crise[17]. Elle a débuté par une grève des avocats anglophones, contestant la « francisation » et la francophonisation du droit et de la justice, ce qui paradoxalement revient à faire du legs colonial britannique de la *Common Law* un élément d'identité (et symétriquement pour les Francophones). La répression d'une manifestation pacifique organisée à Bamenda met le feu aux poudres le 8 novembre 2016. Les enseignants se mettent à leur tour en grève pour des raisons similaires, entrainant dans leur sillage les étudiants, avec un nouveau cycle de violences et d'émeutes avec leur lot de blessés et de morts. Du Nord-Ouest où elle était initialement cantonnée, la contestation s'étend au Sud-Ouest et prend un tour plus général et ouvertement politique et anti-gouvernemental. Les mots d'ordre sécessionnistes se diffusent, tandis que les incidents violents de part et d'autre se multiplient mettant à bas les tentatives de négociations. Début 2017, le gouvernement coupe internet, qui sera inaccessible pendant trois mois, les transferts d'argent sont bloqués, tandis que les arrestations d'opposants et les exactions des forces de sécurité se généralisent. La radicalisation du mouvement (incendies de bâtiments administratifs, opérations villes mortes et opération punitives pour ceux qui ne suivent pas les consignes) amène les autorités à prendre des mesures de conciliation pour apaiser la colère : création d'une Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, d'une section de *Common Law* à la Cours suprême et à l'ENAM, recrutement d'enseignants et de magistrats anglophones, rétablissement d'internet... dans un contexte de méfiance réciproque.

En 2017, les choses semblent être rentrées dans l'ordre, en apparence. Les conséquences économiques de la crise de 2016, la répression, les concessions, l'absence de débouchés politiques aux revendications, l'éternelle division des élites anglophones, partagées entre celles qui souhaitent un autre statut à l'intérieur ou à l'extérieur du Cameroun d'aujourd'hui et celles qui veulent composer avec le système en place, la menace du chaos sécessionniste brandie par les autorités, ont eu raison du mouvement. Néanmoins, le progressif retour au calme n'écarte en rien la possibilité d'un nouvel embrasement. Depuis la fin 2017, la zone a connu une recrudescence d'accrochages violents entre une minorité d'activistes armés et les forces de sécurité, provoquant de nombreux morts des deux côtés, et des dizaines de milliers de déplacés (au Sud-Ouest) et de réfugiés au Nigéria voisin. Y a-t-il un « problème anglophone », comme l'affirmait le Premier ministre à Bamenda en 2017, ou au contraire celui-ci est une fiction comme le déclarait dans le même temps le ministre et secrétaire permanent du conseil national de sécurité, lui-même anglophone ?

L'objet de cet article est d'apporter des éléments de réponse à cette question récurrente qui se pose au Cameroun depuis l'indépendance, en mobilisant des données empiriques de première main pour l'étayer. Plus spécifiquement, on cherchera à savoir si les tensions récentes sont le seul fait de

[15] Pommerolle and Heungoup, 'The "Anglophone crisis": A tale of the Cameroonian postcolony'.

[16] Voir F. B. Nyamnjoh, *Literature list on the Anglophone crisis and Internet shutdown in Cameroon*, 2017[http://www.ascleiden.nl/news/reading-list-anglophone-crisis-and-internet-shutdown-cameroon] ; B.P. Kamé, *La crise anglophone au Cameroun*, L'Harmattan, Paris, 2018.

[17] Calvin Minfegue Assouga, 'Les frontières camerounaises entre héritages historiques et contestations nouvelles', *Revue des sciences sociales* 60 (2018), pp. 26-35.

minorités agissantes et de la classe politique dans leur course au pouvoir, ou s'il existe un substrat profond qui divise la population, en explorant les lignes de fracture éventuelles. S'il existe une « identité anglophone[18] », comment celle-ci s'exprime-t-elle chez les citoyens ordinaires ? Avec son jeu de questions associées : dans quelle mesure le mode de fonctionnement des institutions répond-il aux aspirations de la population ? Existe-il un hiatus entre l'offre et la demande de démocratie qui serait source d'instabilité ? Les Anglophones sont-ils réellement de citoyens de seconde zone, comme cela est souvent avancé ? Au quotidien, souffrent-ils plus que d'autres de discriminations en tout genre susceptibles d'expliquer un sentiment de déclassement souvent exprimé ?

IB- Les données mobilisées

Pour éclairer ces questions, cet article s'appuie principalement sur les données d'une enquête mise en œuvre fin 2014, donc avant la crise de 2016, auprès de la population du Cameroun. Cette enquête, qui porte sur la *Gouvernance, la Paix et la Sécurité* (enquête *GPS-SHaSA*), a été réalisée par l'INS du Cameroun, avec l'appui scientifique des auteurs, et le soutien financier du PNUD. L'enquête a été menée sur un échantillon de 5 044 personnes, représentative de la population adulte du Cameroun, au niveau national, régional et suivant le milieu de résidence (urbain/rural). Les données apportent des informations précises et originales aussi bien sur l'expérience que sur la perception de la population quant au fonctionnement de la démocratie, la confiance à l'égard des institutions publiques, les aspirations des citoyens, leur implication et leur participation dans la prise de décisions, la criminalité, la violence, les conflits et leur mode de résolutions[19]. Concernant le jeu de variables objectives portant sur des expériences vécues par la population, le module *GPS-SHaSA* peut être considéré comme une extension au champ de la gouvernance des enquêtes de victimisation déjà standardisées dans le domaine de la criminalité. Enfin, ce module thématique étant intégré à l'Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 4), les données GPS (expériences et perceptions) peuvent être croisées avec une très large palette des caractéristiques socio-démographiques, autorisant des désagrégations au niveau le plus fin. Il s'agit de la plus grande enquête statistique jamais réalisée sur ce thème au Cameroun.

Le module *GPS-SHaSA* s'inscrit dans le cadre d'un projet plus large couvrant l'ensemble du continent et dont le Cameroun est un des pays pilotes. Conduite par l'Union africaine depuis 2012, l'initiative *GPS-SHaSA* vise à développer des instruments de mesure de la Gouvernance, la Paix et la Sécurité, harmonisée à l'échelle de l'Afrique, à les expérimenter et à les institutionnaliser en tant que composante de la Stratégie d'Harmonisation de la Statistique en Afrique (SHaSA). Une méthodologie a été élaborée avec l'appui scientifique des auteurs[20]. Elle comprend entre autres, la conception d'un module d'enquête GPS, ce dernier ayant pour vocation à être greffé sur des enquêtes socio-économiques auprès des ménages conduites par les INS de chacun des pays. Cette technique reprend une méthodologie expérimentée pour la première fois par les auteurs en 1995 à Madagascar[21], puis étendue par la suite à d'autres pays africains, asiatiques et latino-américains. Ces expériences ont permis de tester la robustesse de l'approche, en termes de représentativité et de

[18] P. Koenings et F. B. Nyamnjoh (2003), *Negotiating an Anglophone Identity*, Brill Editions, Leiden, 2003.

[19] Voir INS, *Statistiques sur la gouvernance, de la paix et de la sécurité au Cameroun en 2014*, Institut National de la Statistique, DIAL, PNUD, Yaoundé, 2016.

[20] M. Razafindrakoto et F. Roubaud, « Les modules Gouvernance, Paix et Sécurité dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (GPS-SHaSA): développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovante », *Statéco* No. 109, 2015, p.122-158.

[21] M. Razafindrakoto et F. Roubaud, « Ce qu'attendent les Tananariviens de la réforme de l'Etat et de l'économie », *Politique africaine*, No. 61, 1996, p.54-72.

fiabilité des résultats. Sa validité scientifique est aujourd'hui largement reconnue au niveau international[22]. Le module *GPS-SHaSA* a été conçu pour s'insérer dans le cadre normatif adopté par l'Union africaine (Charte africaine sur démocratie, Protocole sur la sécurité, Agenda 2063, Mécanisme africain d'évaluation par les pairs ou MAEP[23], etc.) et par conséquent pour répondre au besoin de suivi de ses engagements. Mais les données produites peuvent aussi être utilisées à la fois au niveau national, en fonction des priorités locales, et au niveau international, notamment pour informer l'Objectif de Développement Durable 16 (ODD16) sur la paix, la gouvernance et les institutions.

Si le module *GPS-SHaSA* constitue la source de données principale de cet article, nous mobiliserons à titre secondaire d'autres bases existantes au Cameroun ; au premier chef les trois vagues successives d'enquêtes *Afrobaromètre* réalisées en 2013, 2016 et 2017. Ces dernières nous permettrons à la fois d'apprécier la cohérence et la robustesse des résultats mais aussi de fournir quelques éléments pour apprécier les dynamiques (de court terme) à l'œuvre. Deux points de méthode pour terminer cette section. D'abord et en dehors de ses aspects analytiques, la mise en regard des modules *GPS-SHaSA* avec les enquêtes *Afrobaromètre*, fournit des éléments pour apprécier la fiabilité des résultats. Plus spécifiquement, elle permet de tester la thèse selon laquelle la gouvernance ne pourrait pas être mesurée de manière fiable par des enquêtes conduites par des institutions publiques, du fait d'un supposé manque d'indépendance de ces dernières. Une étude récente[24], portant sur une dizaine de pays, montre que ce présupposé est faux : il n'existe aucun biais systématique en faveur du pouvoir en place dans les enquêtes conduites par les INS. Cette conclusion s'applique pleinement au cas du Cameroun.

Ensuite et plus fondamental pour cette étude, l'analyse de la « question anglophone » suppose que l'on soit capable de repérer les « Anglophones » dans l'enquête et que le sous-échantillon ainsi constitué soit à la fois représentatif et en nombre suffisant pour fournir des mesures précises des indicateurs retenus. Le problème est d'autant plus exigeant en termes de données, que, comme on l'a souligné dans la section précédente, la partie anglophone est elle-même hétérogène : par exemple parce que les populations du Nord-Ouest sont très différentes de celles du Sud-Ouest. L'enquête *GPS-SHaSA* est en fait la seule à ce jour à permettre de traiter cette question de manière satisfaisante. En effet, et la différence des enquêtes *Afrobaromètre*, elle est représentative au niveau des dix régions administratives du pays. Avec respectivement 459 et 389 observations pour chacune des deux régions, on peut non seulement calculer un agrégat fiable pour l'ensemble anglophone, mais aussi distinguer légitimement ses deux parties ; ce que n'autorise en rien les enquêtes *Afrobaromètre*[25]. De plus, la situation du Cameroun offre un cadre quasi-expérimental idéal pour

[22] Voir J. Herrera, M. Razafindrakoto et F. Roubaud, « Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from household surveys in sub-Saharan Africa and Latin America », *International Statistical Review*, 75(1), 2007, p.70-95 ; M. Razafindrakoto et F. Roubaud, « Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from the 1-2-3 surveys in francophone Africa », *African Statistical Journal,* Vol. 2, May 2006, p. 43-82.

[23] Le Mécanisme africain d'évaluation entre pairs (MAEP) est un instrument auquel adhérent volontairement les Etats membres de l'Union africaine en tant que mécanisme africain d'auto-évaluation.

[24] T. Calvo, M. Razafindrakoto et F. Roubaud, « Do public statistics perform worse in measuring democratic governance? GPS vs. Afrobarometer surveys », Document de travail DIAL, No.2018-05, 2018.

[25] En 2013 comme en 2016, les échantillons sont de 112 personnes pour le Nord-Ouest et de 88 pour le Sud-Ouest (respectivement 109 et 84 observations en 2017). Par conséquent, les analyses complémentaires qui en seront tirées devront être prises avec les réserves de rigueur, comme des ordres de grandeurs plus que des estimations fiables.

traiter le problème. En effet, les populations originaires de chacune des deux régions anglophones sont à la fois différentes entre elles et elles débordent sur deux régions limitrophes francophones. Ainsi, les *Grassfields* du Nord-Ouest appartiennent à la même famille linguistique et ethnique que les *Bamiléké* de l'Ouest. Symétriquement, les autochtones du Sud-Ouest peuplent également la région du Littoral voisine. *Bakweri* et *Douala* font partie du même ensemble *Sawa*[26] ; seule la fracture coloniale, arbitraire, sépare des deux sous-ensembles, qui en fait des points de comparaisons idéaux. D'ailleurs, l'hétérogénéité n'est pas propre à la partie anglophone ; elle est au moins aussi importante (sinon plus) en zone francophone[27]. Encore une fois, la possibilité offerte par l'enquête *GPS-SHaSA* de désagréger les résultats par région (en distinguant milieux urbain et rural) est un atout unique pour nos analyses. Pour finir sur ces considérations méthodologiques, précisons que l'approche retenue ici s'appuie sur l'appartenance à une région ou une autre comme lieu de résidence. Ce choix, imposé par nos données, est par nature imparfait. Par exemple, il ne nous permet pas d'appréhender le phénomène migratoire, par exemple les originaires anglophones qui résident en zone francophone et réciproquement. Heureusement ces flux croisés restent secondaires et ne sont pas à même de remettre en question nos résultats les plus robustes. De plus, c'est bien à cette échelle régionale que la « question anglophone » est généralement posée. Ce qui ne nous empêchera pas d'affiner cette partition dans des travaux ultérieurs, quand les informations seront disponibles.

II.- Quelle « question anglophone » ? Premiers regards sur les discriminations, la criminalité et l'insécurité

IIA – Une appréciation relativement plus favorable des conditions économiques ?

L'instabilité dans la zone anglophone est en train d'affecter durement l'économie dans la région. Mais on peut s'interroger sur la situation avant l'éclatement des troubles. Une des raisons mises souvent en avant dans la presse pour expliquer la crise est la marginalisation politique et économique des Anglophones. Avant de s'intéresser à la façon dont les citoyens du Nord-Ouest et du Sud-Ouest jugent leur rapport au pouvoir politique, un coup de projecteur sur leur appréciation de leurs conditions de vie peut éclairer le diagnostic. Dans quelle mesure peut-on dire que les *Anglophones* se sentent lésés sur le plan *économique ? Le profil de pauvreté monétaire et les indicateurs fournis par la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages (*ECAM 4), à laquelle est greffé le module *GPS-SHaSA*, montrent une situation très contrastée entre les deux régions[28]. L'incidence de la pauvreté en 2014 est faible dans le Sud-Ouest (18% contre 38% au niveau national), alors qu'elle est très forte et s'est accru dans le Nord-Ouest (passant de 51% à 55% de 2007 à 2014). Si on se réfère à cet indicateur, les Anglophones appartiennent à deux régions économiques que tout oppose : le Sud-Ouest est l'une des plus riches (après les deux grandes villes de Douala et Yaoundé), tandis que le Nord-Ouest fait partie des plus pauvres (après l'extrême-Nord et le Nord qui comptent respectivement *74% et 68% de pauvres).*

Paradoxalement, les habitants du Nord-Ouest, comme ceux du Sud-Ouest ressentent nettement

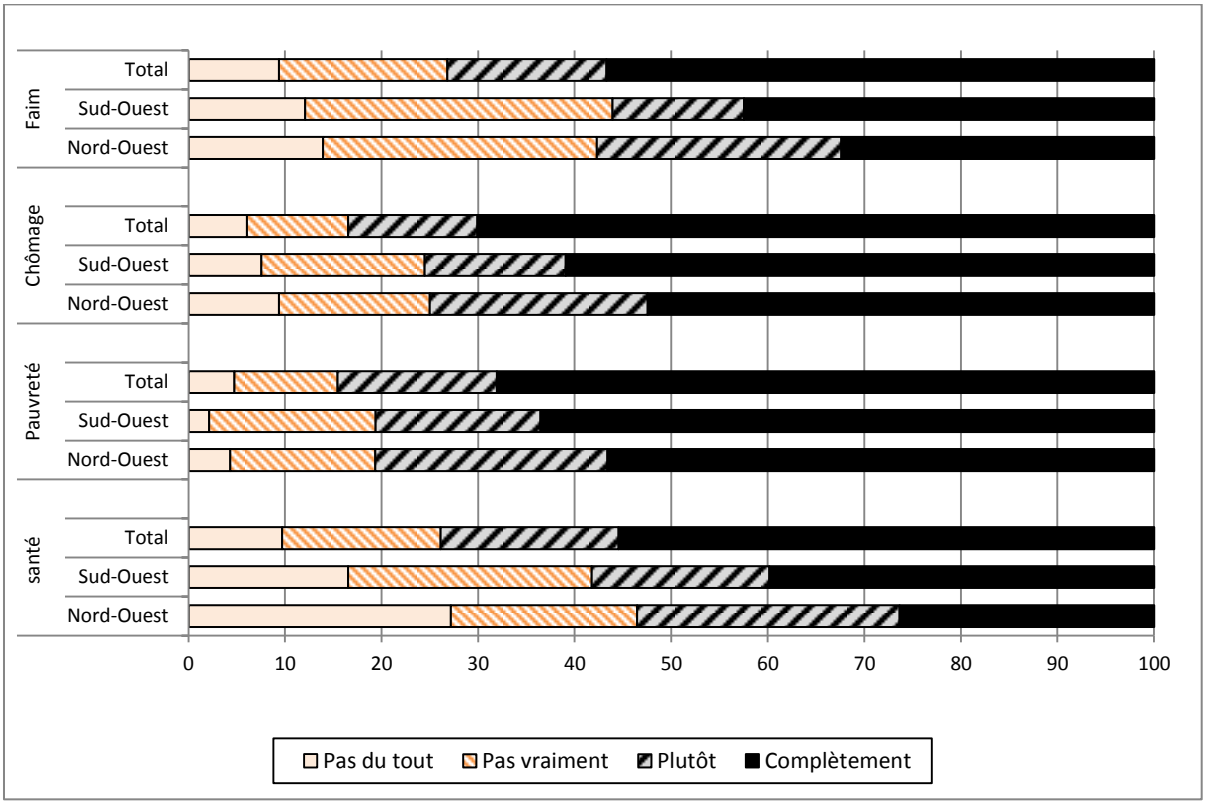
[26] Voir Y. *Monga*, "'Au village': *Space*, *culture* and politics in Cameroon." *Cahiers* d'Etudes Africaines 160, 2000, p. 723-749.

[27] F. Roubaud (1994), « *La question ethnique sur le marché du travail à Yaoundé : discrimination ou solidarité* », DIAL Document de travail, DT/1994-13, Paris.

[28] Voir INS, *Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM4) : tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014*, Institut National de la Statistique, Yaoundé, décembre 2015.

moins les menaces liés au chômage, à la pauvreté, à la faim, ou aux risques de santé comparés au reste de la population du pays (Figure 1). A tire d'illustration, alors qu'ils sont 57% à déclarer s'inquiéter fortement au quotidien des menaces de la faim, ils sont beaucoup moins nombreux dans les régions anglophones (32% dans le Nord-Ouest et 42% dans le Sud-Ouest). Ces résultats tendent à infirmer l'existence à la fois d'un retard et d'un sentiment de marginalisation économiques (même si on constate des conditions objectivement plus difficiles dans le Nord-Ouest).

Figure 1 : Menaces ressenties dans le domaine économique



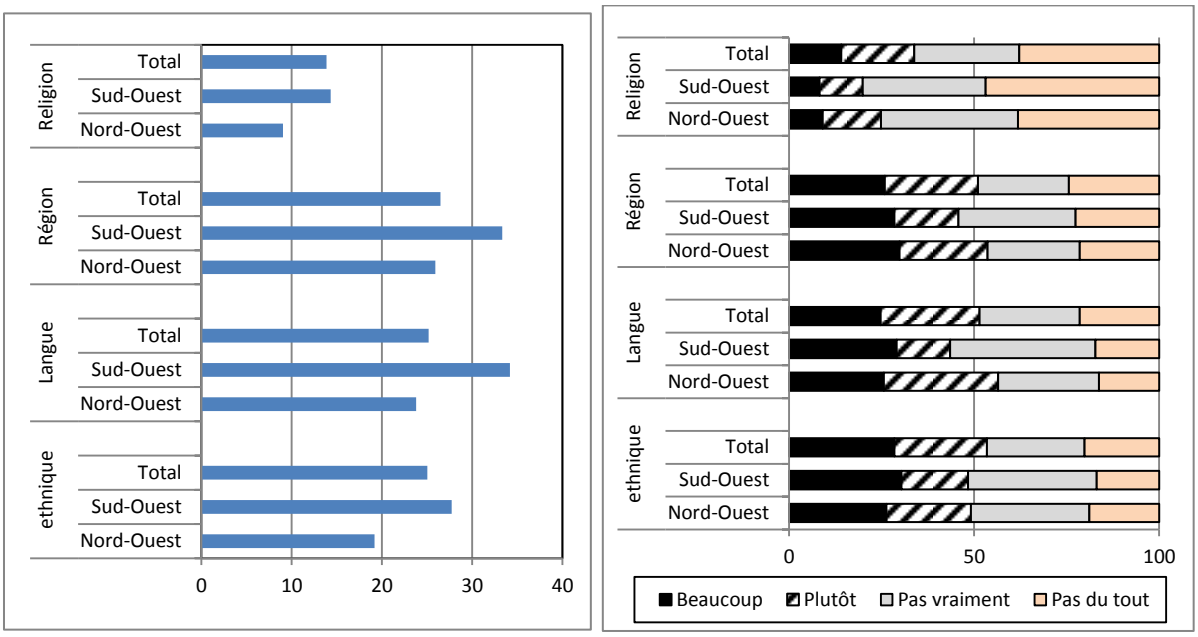
Source : Module *GPS-SHaSA* 2014, INS ; calculs des auteurs.
La question est formulée comme suit : *Est-ce que les menaces suivantes [de A à N] vous inquiètent actuellement, dans votre vie quotidienne?*

IIB - Les régions anglophones souffrent-elles plus de discriminations ?

Les performances économiques réelles comme l'inquiétude face aux risques économiques et sociales, ne nous disent rien sur le sentiment d'être traités équitablement en tant que citoyens de la communauté nationale, notamment de la part des autorités. C'est pourtant à cette aune que les Anglophones pourraient asseoir leurs revendications. Interrogés sur leurs expériences en matière de discriminations, la situation est contrastée. Les populations des deux régions anglophones ne semblent pas logées à la même enseigne. Si en moyenne, les habitants du Sud-Ouest se plaignent nettement plus souvent d'avoir été personnellement discriminés (surtout en fonction de leur langue et de leur origine régionale), ceux du Nord-Ouest en revanche sont moins souvent victimes de ces comportements discriminatoires que la moyenne nationale, y compris les régions francophones (Figure 2). Au total, 68% des Anglophones se plaignent d'avoir dû subir au moins une forme de discrimination au cours de l'année, contre 60% chez leurs homologues francophones. Ce résultat met plus en lumière un phénomène massif, généralisé à l'ensemble du pays, qu'un traitement inique ciblé sur les seuls ressortissants anglophones.

Figure 2 : Expériences et perceptions des discriminations (en %)

Expérience Perception



Source : Module *GPS-SHaSA* 2014, INS ; calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : *Les gens sont parfois discriminés suivant leurs caractéristiques personnelles. Pensez-vous qu'il y a des discriminations liées à [cette caractéristique] ? Avez-vous été victime de ce type de discrimination ?*

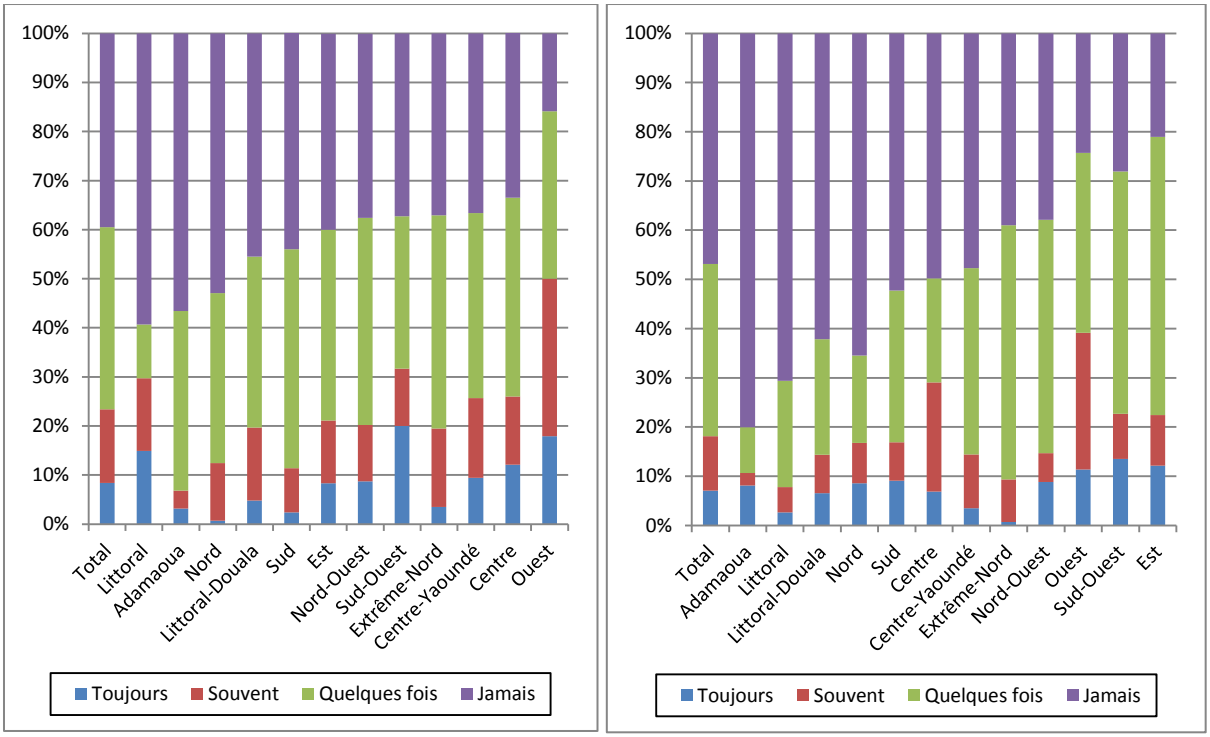
De plus, si, en base à leur propre expérience, ces derniers se déclarent un peu plus souvent victimes (exclusivement dû à une concentration de telles pratiques dans le Sud-Ouest), leur perception de la prégnance des discriminations dans le pays n'est pas significativement plus élevée que celles que dénoncent leurs concitoyens francophones. Ceux qui insistent sur l'importance des discriminations ethniques, régionales ou en fonction de la langue représentent 68% des citoyens des régions anglophones et 66% chez les Francophones, des taux non significativement différents. Paradoxalement, les populations du Nord-Ouest qui ont été moins nombreuses à les subir directement ont une perception plus négative du phénomène (73% considèrent que ces types de discrimination sont répandus). Ici, l'analyse confirme les grands classiques de la sociologie américaine sur la distinction entre « frustration absolue » et « frustration relative »[29].

Ce bilan contrasté de la situation des régions anglophones dans le concert national, qui ne nous permet pas à ce stade de confirmer l'existence d'une divergence radicale, est confirmée par les enquêtes *Afrobaromètre*, dont on rappelle qu'à ce niveau de détail, il faut considérer leurs résultats plus comme des tendances globales que comme des résultats précis (voir plus haut, section 1.2). Quand il leur est demandé s'ils considèrent que leur groupe ethnique est traité injustement par le gouvernement, les résidents du Sud-Ouest et surtout du Nord-Ouest ne sont pas les plus nombreux à répondre par l'affirmative (Figure 3). En 2013, ils étaient et 32% et 21% à dénoncer ces pratiques (« *toujours* » ou « *souvent* »). En 2016, ces proportions avaient même régressé : elles n'étaient plus que de 22% dans le Sud-Ouest et 15% dans le Nord-Ouest, soit des taux très inférieurs à ceux observés dans l'Ouest, eux-aussi en régression (50% en 2013 et 34% en 2016), mais toujours de loin plus élevés.

[29] Voir R. K. Merton, *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Armand Colin, 1997.

Figure 3 : Perception des discriminations en fonction du groupe ethnique d'appartenance

2013 2016



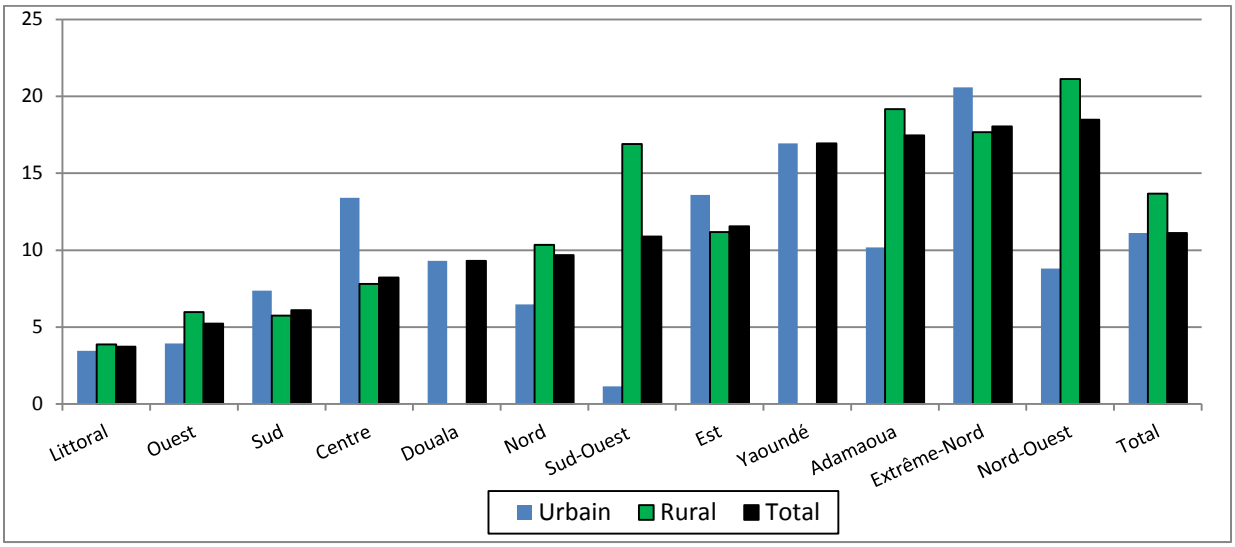
Sources : Enquêtes *Afrobaromètre* 2013 et 2016 ; calculs des auteurs.
La question est formulée comme suit : *A quelle fréquence est ce que les [Insérez groupe ethnique du Répondant] sont traités injustement par le Gouvernement?*

IIC - Violences, insécurité et efficacité des forces de l'ordre : les régions anglophones se distinguent-elles ?

En mobilisant des données décrivant la situation deux ans avant les événements d'octobre 2016, on peut espérer décrypter le processus qui a progressivement conduit aux troubles qui secouent les régions anglophones. Il s'agit ici d'évaluer si la crise était latente et s'il est possible d'en identifier les prémisses avant qu'elle n'éclate. L'analyse de l'ampleur et de la nature des tensions intercommunautaires peuvent éclairer les éventuelles crispations entre différents groupes dans leur affirmation identitaire. Le niveau de tensions apparaît toutefois relativement limité en 2014 (Figure 4). Certes, ils sont plus nombreux à invoquer des conflits dans leur localité dans le Nord-Ouest (19%, avec un pic à 21% en milieu rural) et en milieu rural dans le Sud-Ouest (17% comparé à 11% globalement au niveau national). Toutefois, d'une part, ces chiffres ne sont pas exceptionnels en comparaison de ceux observés dans d'autres pays (30% par exemple au Burundi et 25% à Madagascar à la même période[30]). D'autre part, les raisons mises en avant par la population pour expliquer ces tensions locales sont essentiellement les disputes territoriales ou les conflits agro-pastoraux pour le Nord-Ouest et la concurrence économique pour le Sud-Ouest. Elles ne semblent pas avoir trait directement aux origines régionales ou aux différences linguistiques, opposant communautés anglophones et francophones ou encore les premières aux autorités.

[30] Voir M. Razafindrakoto, F. Roubaud et E. Sentamba, « Expériences, perceptions et aspirations citoyennes à l'aube de la crise au Burundi », *Revue Tiers Monde*, No. 228, 2016, p. 67-100.

Figure 4 : Tensions intercommunautaires dans la localité (%)



Source : Module *GPS-SHaSA* 2014, INS ; calculs des auteurs.
La question est formulée c*omme suit : De nos jours, y a-t-il des tensions, des conflits ou des violences entre les différents groupes vivant dans votre localité ?*

Mais c'est surtout la faiblesse relative des menaces ressenties qui vient conforter l'idée que le climat était plutôt calme avant la crise. Si au niveau national, 46% de la population se déclarent inquiets (« *très* » ou « *plutôt* ») par les violences intracommunautaires l'année de l'enquête, ils ne sont que 32% dans le Nord-Ouest et 25% dans le Sud-Ouest. De même, 64% de l'ensemble de la population du pays s'inquiètent des menaces de conflits armés, mais ils se montrent plus sereins dans les deux régions anglophones (avec respectivement des pourcentages de 41% et 38% respectivement).

L'incidence de la criminalité confirme l'état des lieux plutôt positif pour les régions anglophones (Tableau 1). Elles se situent dans ce domaine en-dessous de la moyenne nationale : respectivement 24% et 27% des habitants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest déclarent avoir été victimes d'au moins une forme d'atteintes aux biens ou aux personnes (contre 29% en moyenne pour l'ensemble du pays). Parallèlement au niveau réel d'insécurité - tel qu'il est vécu par les citoyens, il convient de mesurer le sentiment d'insécurité, les deux dimensions (expérience et perception) entretenant des liens complexes. Les résultats abondent et convergent toujours dans le même sens en ne relevant aucun indice particulièrement négatif pour les régions anglophones. Ces dernières ne se démarquent pas du reste du pays dans leur perception des risques de criminalité (que mettent en avant 29% des Anglophones contre 28% au niveau national). Si le Nord-Ouest se différencie du Sud-Ouest avec une population plus anxieuse, au total, les menaces de violence criminelle sont nettement plus faiblement ressenties dans la zone anglophone (37% seulement s'en inquiètent contre 60% au niveau national).

Dans une perspective plus large, le niveau de violence - qui ne se limite pas à la criminalité - et le sentiment d'insécurité dépendent pour une large part du comportement et des performances des forces de l'ordre (armée et police). Dans ce domaine et comme précédemment, le bilan est de nouveau mitigé (Tableau 2). Une majorité (56 %) de la population des deux régions anglophones affiche sa confiance dans l'Etat pour assurer leur protection et un peu moins de la moitié (47%) juge les forces de l'ordre efficace. Le Nord-Ouest se distingue avec des avis plus négatifs (les pourcentages correspondants sont respectivement de 50% et 42%). Ils sont systématiquement plus critiques comparés à la moyenne nationale (69% et 57%).

Tableau 1: Incidence de la criminalité et du sentiment d'insécurité (%)

En %	**Total**	Total Hors 2 grandes villes	Ouest	Littoral	Nord-Ouest	Sud-Ouest
Atteintes aux biens et aux personnes :						
Incidence : Victimes d'au moins une forme (vol, effraction, agression, etc.)	28,6	25,9	20,5	28,8	27,3	23,9
Sentiment d'insécurité au quotidien :						
Menace ressentie : violence criminelle	59,6	57,8	62,5	47,5	44,0	29,3
Risque d'être victime de criminalité	27,7	27,4	21,7	29,9	34,3	23,0

Source : Module *GPS-SHaSA*, 2014, INS ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : *Au cours de 12 derniers mois, avez-vous vécu l'une des situations suivantes ? Est-ce que les menaces suivantes vous inquiètent actuellement, dans votre vie quotidienne? Estimez-vous probable que vous soyez victime de criminalité ?*

Finalement, les habitants des deux régions ne se démarquent pas significativement du reste de la population quant au sentiment général d'insécurité. 69% des Anglophones déclarent se sentir globalement en sécurité contre 72% au niveau national. Il s'avère toutefois qu'ils sont plus souvent les cibles de discriminations de la part des forces de l'ordre. Ainsi, 43% des Anglophones déclarent en avoir été victimes, soit un taux très élevé et surtout plus marqué qu'ailleurs (30% au niveau national). De plus, les ressortissants du Sud-Ouest subissent plus fortement la corruption des forces de l'ordre. 22% déclarent en avoir été personnellement victimes contre 14% au niveau national. Logiquement, c'est en zone anglophone que la dénonciation des discriminations pratiquées par les forces de sécurité (trois-quarts des habitants s'en font l'écho, contre 62% pour l'ensemble du pays) et de leur corruption (autour de 90% contre 84%) est la plus massive. Ces résultats ne sont pas sans conséquence, comme on le verra plus loin, sur le niveau de confiance à l'égard de ces institutions.

Tableau 2 : Efficacité réelle et perçue des forces de l'ordre (%)

En %	**Total**	Total Hors 2 grandes villes	Ouest	Littoral	Nord-Ouest	Sud-Ouest
Discrimination par forces de l'ordre (perception)	62,1	59,4	59,1	65,6	74,2	76,3
Discrimination par forces de l'ordre (expérience)	30,1	30,8	31,0	28,7	39,4	48,1
Corruption des forces de l'ordre (perception)	83,5	81,0	83,7	89,1	93,1	89,8
Corruption des forces de l'ordre (expérience)	14,2	12,4	11,6	11,5	9,2	21,5
Efficacité globale des forces de l'ordre	56,5	58,0	60,2	55,8	42,3	53,3
Confiance en l'Etat pour la protection	69,0	72,2	68,7	59,8	49,9	64,0
Sentiment général de sécurité (% en sécurité)	72,0	73,1	79,5	79,9	70,2	66,4

Source : Module *GPS-SHaSA*, 2014, INS ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : *Dans l'ensemble, diriez-vous que les forces de l'ordre dans ce pays sont efficaces dans la résolution des problèmes de sécurité ? Pensez-vous que les forces de l'ordre de ce pays font de la discrimination sur base de ...? Avez-vous déjà été victime de discrimination du fait de … (ici groupe ethnique) ? Dans quelle mesure les forces de l'ordre sont-elles impliquées dans la corruption ? Faites-vous confiance à l'Etat pour assurer votre protection, celle de votre ménage et de vos biens contre la criminalité et la violence? Tout compte fait, diriez-vous que vous vous sentez en sécurité ?*

III.- Un sentiment profond d'insatisfaction à l'égard du pouvoir : institutions, régime politique et identité nationale

Si sur de nombreux aspects les Anglophones ne se distinguent pas substantiellement de leurs homologues francophones (ils ne vivent pas des difficultés plus aigües au quotidien, ni ne se montrent pas forcément plus négatifs), en revanche il est un domaine où la « question anglophone » prend corps : leur défiance massive à l'égard du pouvoir et des institutions publiques.

Interrogés sur la confiance qu'ils accordent à différentes entités publiques, émanations directes du pouvoir, les habitants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se montrent systématiquement plus critiques que ceux des autres régions. La figure 5 illustre ce fait pour l'administration en général (Figure 5). Au niveau national, le sentiment de défiance est majoritaire. Certes, six personnes sur dix déclarent soit ne faire « *jamais confiance* » (18%) ou seulement « *parfois confiance* » (42%) aux services de l'administration pris dans leur ensemble. Mais c'est le cas de 78% dans le Nord-Ouest (avec 24% et 55% resp.), et 75% au Sud-Ouest (20% et 55% resp.) soit les taux observés les plus élevés du Cameroun. Plus grave encore, le rejet n'est pas seulement la marque d'un parti-pris ou d'une idée préconçue. En effet, il est encore plus massif chez ceux qui ont interagi réellement avec les services de l'Etat. Ainsi, parmi ceux qui ont été en contact avec l'administration au cours de l'année, ils sont respectivement 84% et 82% (pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest) à s'en défier. Ils sont d'ailleurs les seuls dans ce cas de figure. Dans toutes les autres régions, l'appréciation de ceux qui ont forgé leur opinion sur des expériences effectives est systématiquement plus positive que ceux qui s'en font une idée sans y avoir été personnellement confronté (au moins dans l'année).

Cette méfiance généralisée se retrouve pour toutes les institutions détaillées dans le questionnaire, tout particulièrement les secteurs régaliens : justice, police, armée et administration fiscale (Figure A1 en annexe). Les écarts les plus marqués touchent les forces de sécurité. 81% des habitants du Nord-Ouest et 75% au Sud-Ouest se méfient de la police, contre « seulement » 63% au niveau national et 67% pour le Sud, la région francophone la plus défiante. La situation d'ensemble est meilleure pour l'armée puisque 66% lui accordent leur confiance. Mais ça n'est le cas que de 43% au Sud-Ouest et à peine 30% au Nord-Ouest, où la méfiance domine largement. Cette fois, c'est l'Extrême-Nord qui suit les régions anglophones avec une population partagée en deux : 51% font confiance aux forces armées.

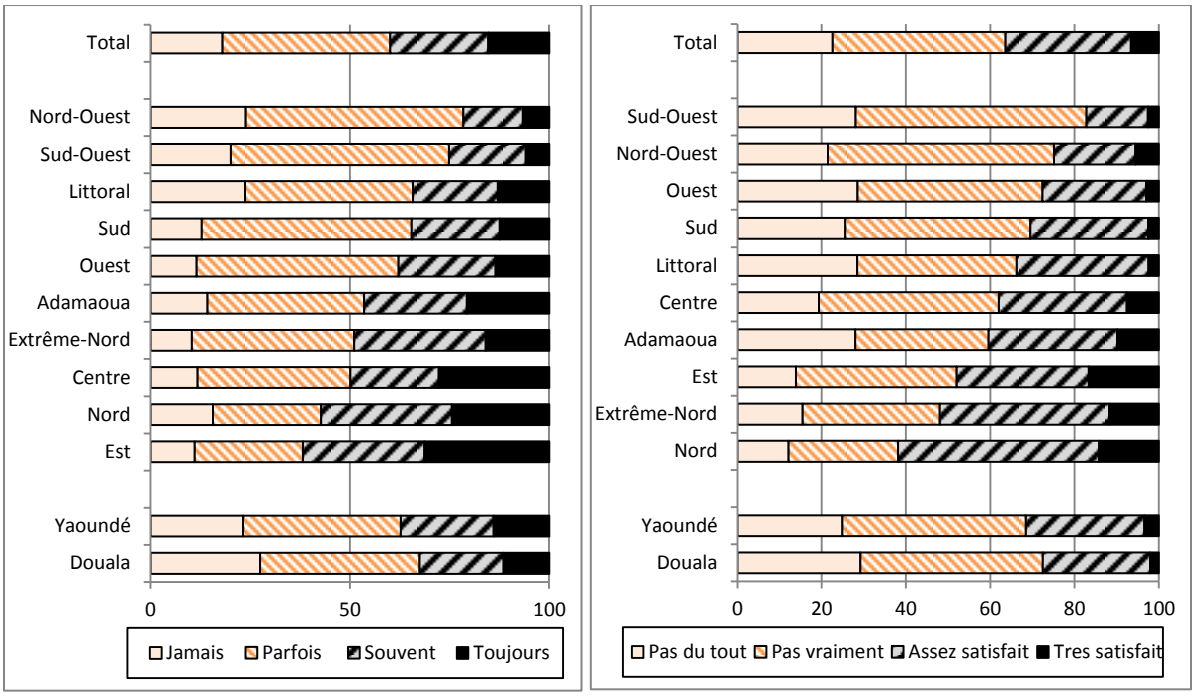
Parmi les institutions identifiées dans l'enquête, les secteurs sociaux (éducation et santé) montrent un profil différent. Globalement et dans des proportions similaires, près de deux personnes trois leur accordent leur confiance (« *toujours* » ou « *souvent* »). Néanmoins, leur appréciation est très contrastée chez les Anglophones. Alors que les services santé public sont particulièrement bien appréciés (jusqu'à 71% des habitants du Nord-Ouest les plébiscitent, soit la deuxième région la plus favorable du pays), tel n'est pas le cas du système éducatif. Si les deux régions anglophones lui font majoritairement confiance (à raison de plus de 60%), elles reprennent leur position de régions les plus critiques (avec l'Ouest). Ce jugement sévère s'explique aisément par les griefs récurrents à l'encontre des tentatives de « franciser » l'enseignement public (curricula et personnels), et qui fut, avec la justice, l'un des deux premiers secteurs à initier le mouvement de contestation de 2016 (voir section 1.1).

Ce sentiment désabusé à l'égard de l'appareil d'Etat reflète en fait une critique générale du régime en place. Elle se manifeste par un jugement extrêmement sévère sur le fonctionnement de la démocratie dans le pays (Figure 5). Cette fois, la palme revient au Sud-Ouest. 28% des résidents considèrent que la démocratie fonctionne « *pas bien du tout* », tandis que 55% affirment qu'elle fonctionne « *plutôt mal* », soit un total de 83% d'opinions négatives. Le Nord-Ouest n'est pas en reste et arrive en deuxième position, trois adultes sur quatre se plaignant de dysfonctionnements démocratiques, généralisés ou sévères (avec 22% et 54% resp.). L'insatisfaction massive à l'égard du fonctionnement démocratique trouve une traduction directe en termes de défiance en l'encontre des institutions politiques du pays comme l'illustre la Figure A2 en annexe. Une nouvelle fois, les

deux régions anglophones sont à la pointe pour décrier aussi bien l'Assemblée nationale que la Commission électorale nationale. Les médias publics sont également dénoncés aux premières loges.

Figure 5 : Confiance dans les institutions et satisfaction dans la démocratie (en %)

Confiance dans l'administration Satisfaction dans la démocratie



Source : Module *GPS-SHaSA* 2014, INS ; calculs des auteurs.
Les questions sont formulées comme suit : *En général, êtes-vous satisfait de la manière dont fonctionne la démocratie au Cameroun ? Faites-vous confiance aux institutions suivantes [liste] ?*

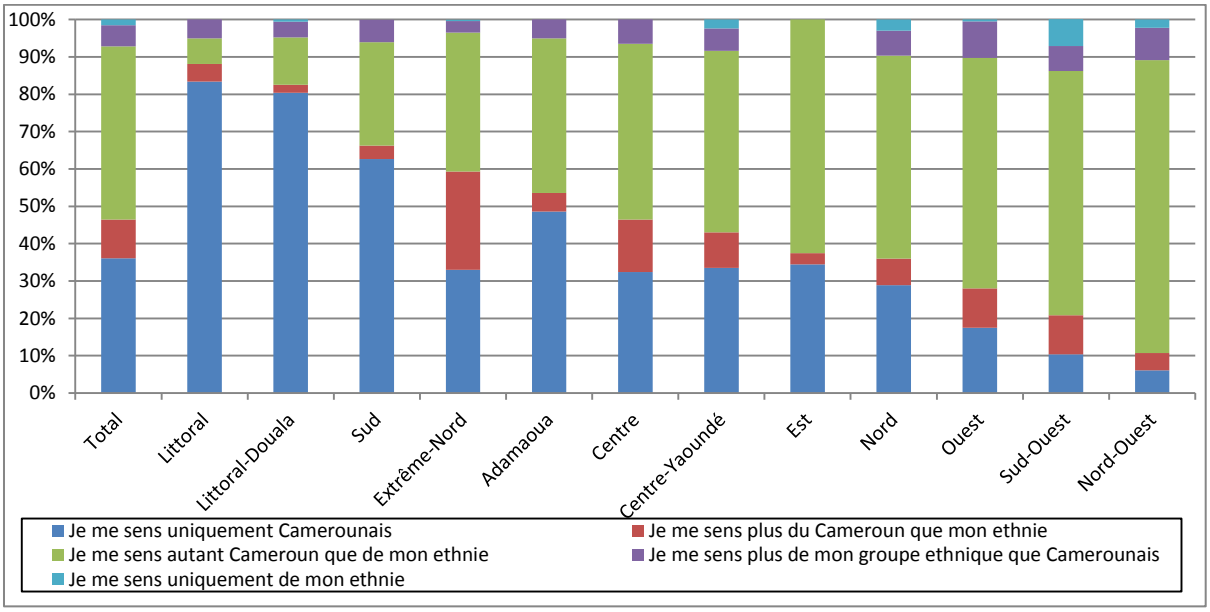
Ces perceptions négatives de défiances et d'insatisfaction font clairement peser un risque à la nation camerounaise. Il apparait d'autant plus menaçant que, se considérant comme des citoyens de seconde zone, mal-aimés du pouvoir, les Anglophones pourraient être incités à se détourner de la communauté nationale. Cette hypothèse n'est pas seulement une conjecture, mais peut être directement appréciée dans les enquêtes. Lorsqu'on leur demande de quelle communauté ils se sentent les plus fiers d'appartenir, les Anglophones sont de loin les moins nombreux à se revendiquer Camerounais avant tout (Figure 6). A peine 10% au Sud-Ouest et 6% au Nord-Ouest disent « *Je me sens uniquement Camerounais* », contre 36% au niveau national. Même si on y ajoute ceux qui, tout en reconnaissant l'importance de leur affiliation ethnique, place leur identité nationale au-dessus, seule une petite minorité place cette dernière au premier rang (20% et 11% resp.), alors qu'ils sont près de la moitié dans la population de l'ensemble du pays et jusqu'à 88% chez leurs homologues du Littoral. Dans l'ordre de l'attachement complexe à l'identité nationale, ce sont les résidents de la région de l'Ouest qui se montrent les plus partagés en zone francophone, mais dans une moindre mesure. Incidemment, ces résultats mettent en lumière l'existence d'une question « *Bamiléké* », mise en avant par de nombreux auteurs[31].

Ces résultats appellent néanmoins deux commentaires additionnels. Premièrement, nous ne sommes pas en mesure de conclure sur l'interprétation de la dynamique : est-ce parce que les Anglophones sont historiquement moins attachés au pays, qu'ils sont aussi plus critiques à l'égard du pouvoir, ou au contraire, est-ce parce qu'ils perçoivent une inégalité de traitement qu'ils sont incités à se

[31] Voir par exemple J.-B. Onana, « Bamiléké vs Cameroun ? », *Outre-Terre*, vol. 11, no. 2, 2005, p. 337-344.

détacher de la communauté nationale ? Nous ne disposons malheureusement pas de données dans le temps pour nous permettre de trancher sur le sens de la causalité. Deuxièmement, et c'est probablement le fait le plus important et positif pour l'avenir du Cameroun, le moindre attachement des Anglophones à l'identité nationale ne se traduit pas par le primat d'une quelconque identité ethnique, mais par un équilibre entre les deux. Ainsi, à peine 7% des ressortissants du Sud-Ouest, et juste 2% de ceux du Nord-Ouest affirment qu'ils « *se sentent uniquement de leur ethnie* », tandis que 7% et 9% respectivement font passer leur groupe ethnique avant leur identité nationale. C'est à peine plus que la moyenne nationale. En fait, les Anglophones se caractérisent avant tout par une proportion massive, la plus élevée de toutes les régions, à s'identifier « *autant du Cameroun que de leur ethnie* » (à 65% et 87% respectivement).

Figure 6 : Identité ethnique et identité nationale par régions (en %)



Source : Enquête *Afrobaromètre* 2013 ; calculs des auteurs.

En 2017, date de la dernière enquête *Afrobaromètre*, le sentiment d'appartenance nationale s'il s'est maintenu à un niveau très bas chez les ressortissants du Sud-Ouest (16%) il s'est effondré de plus de 10 points de pourcentage chez ceux du Nord-Ouest, pour atteindre moins de 6%, même s'il faut interpréter ces chiffres avec précaution, du fait de la reformulation des questions dans l'enquête d'une vague à l'autre. Plus grave, ce délitement fait tache d'huile dans en zone francophone, au premier chef dans les régions de Douala et du Littoral, Ainsi, en 2013 ces deux régions étaient les plus « patriotiques » avec plus de 80% de leurs résidents se déclarant avant tout camerounais (exclusivement ou principalement). En 2017 se dépasse plus que 50%, soit un recul de plus de 30 points. Il n'est bien sûr pas légitime d'imputer cette baisse à la seule crise en anglophone, mais il est clair que cette dynamique de repli sur les identités ethniques menace l'unité nationale.

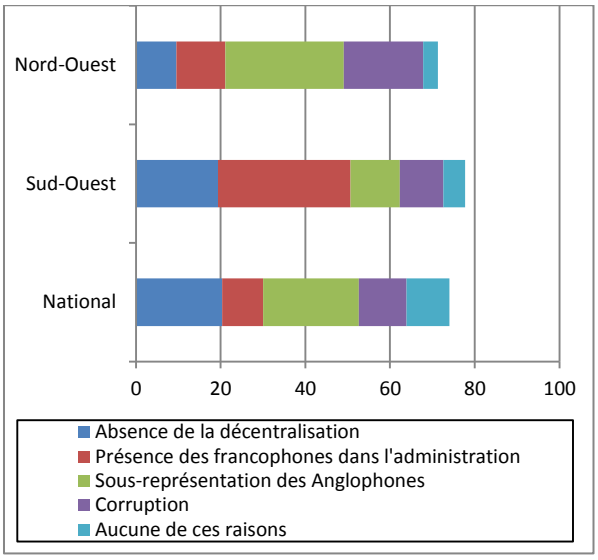
D'ailleurs la crise anglophone a été jugée suffisamment grave pour l'équipe camerounaise de l'enquête insère deux questions spécifiques à ce sujet : sur les raisons de la crise et sur l'efficacité du gouvernement dans sa résolution. En premier lieu, parmi les modalités proposées, la sous-représentation des Anglophones dans l'administration (et son pendant, la présence des Francophones) est massivement décriée par 40% des deux régions. Mais ce problème est également reconnu par l'ensemble du pays, puisqu'ils sont un tiers à l'invoquer au niveau national. Dans le Nord-Ouest, la corruption est particulièrement dénoncée (20%). On notera qu'environ un quart de la

population, anglophone ou francophone n'a pas répondu à la question, essentiellement parce qu'ils déclarent ne pas connaître l'origine du problème.

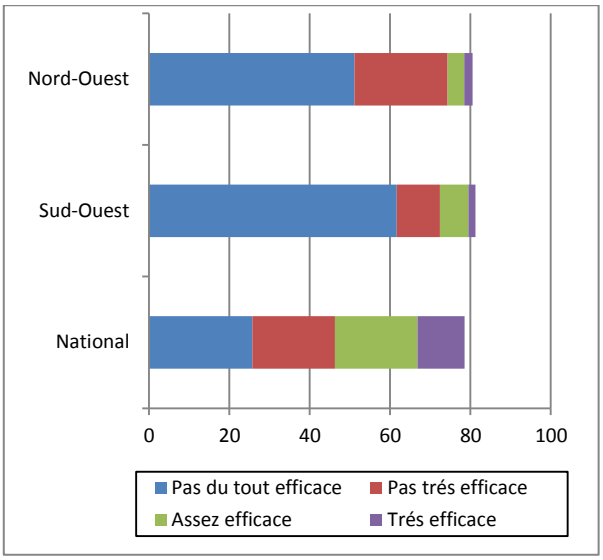
En second lieu, les autorités sont massivement décriées pour leur incurie à régler la crise. Ainsi les trois quarts des ressortissants des régions anglophones les jugent soit très inefficaces soit inefficaces, une critique particulièrement virulente dans le Sud-Ouest. Il convient de noter que si les Anglophones sont plus nombreux à se plaindre, c'est l'ensemble des citoyens qui doutent de la capacité ou de la volonté des autorités à trouver une issue à la crise, puisque si un tiers de la population les trouvent plutôt efficaces, une majorité de 47% est convaincue du contraire.

Figure 7 : Raisons de la crise anglophone et efficacité du gouvernement (en %)

Principales raison de la crise



Efficacité des autorités dans la résolution de la crise



Source : Enquête *Afrobaromètre* 2017 ; calculs des auteurs.
Les questions sont formulées comme suit : *Quelle est la cause principale de la crise dans les régions anglophones ? Le gouvernement est-il efficace dans la résolution de la crise ?*

Conclusion

En établissant un état des lieux partant de l'expérience et de la perception des citoyens en matière de gouvernance et de sécurité avant le début des troubles qui ont éclaté à la fin 2016, cet article s'est employé à éclairer les soubassements de la crise anglophone. En première analyse, les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, n'apparaissent pas systématiquement « brimées », du point de vue socio-économique, par rapport à leurs homologues francophones. Il convient d'ailleurs de noter que bien que regroupées ici pour les besoins de l'étude, elles ont des caractéristiques économiques très différenciées l'une de l'autre dans de nombreux domaines, qui les rapprochent plus d'autres régions que d'un ensemble anglophone homogène. Leurs performances économiques, ou en matière de respect des droits civils et politiques, ne se démarquent pas toujours par des résultats significativement plus négatifs par rapport au reste du pays. En 2014, le bilan était même plutôt plus favorable en termes de criminalité ou de sentiment d'insécurité de tous ordres (économiques ou sécuritaires). Toutefois, ce diagnostic est à nuancer. Les avis des Anglophones sont plus critiques sur un certain nombre de points. En témoigne la dénonciation du comportement et de l'efficacité des forces de l'ordre, et en particulier, des discriminations dont ces dernières sont déclarées responsables.

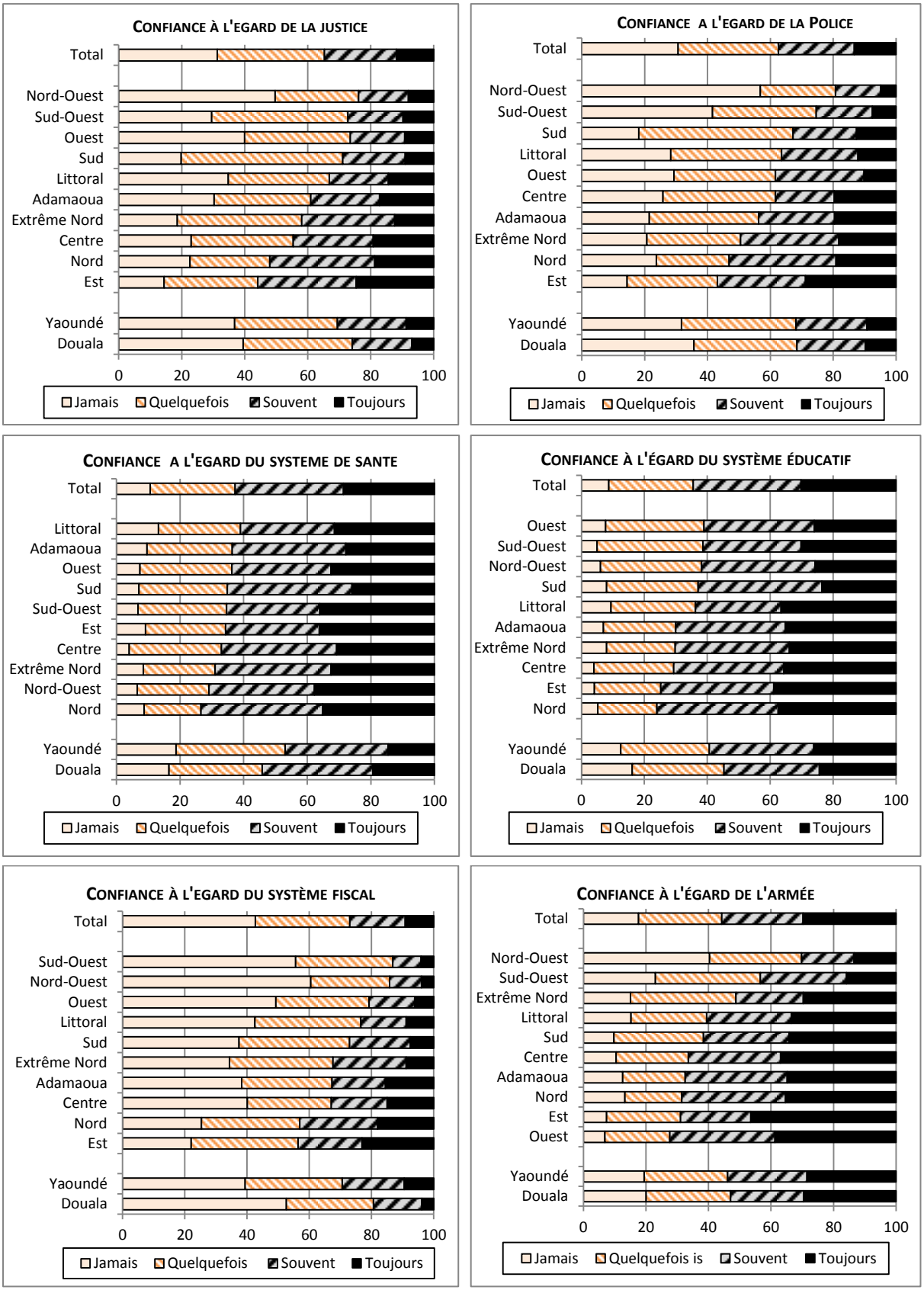
Si la situation économique et sécuritaire est contrastée et ne permet pas d'identifier l'existence d'un « problème anglophone » ancré dans des pratiques discriminatoires systématisées, elle s'accompagne en revanche d'un sentiment de profonde insatisfaction des deux régions anglophones à l'égard des autorités du pays et de l'appareil d'Etat. Au vu du niveau et de l'étendue de la défiance à l'égard du pouvoir et des différentes institutions étatiques, il ressort clairement que la « question anglophone » n'est pas seulement mise en épingle par un groupe minoritaire d'agitateurs politiques mais elle reflète un état de fait très largement partagé par les populations des régions concernées. Certes, à l'image des acteurs plaidant la cause anglophone, divisés quant à leur revendication, la situation n'est pas homogène et les difficultés vécues ou simplement perçues ne sont pas uniformes, entre les deux régions, et à l'intérieur de chacune. Si la marginalisation de la zone anglophone ne se traduit pas forcément clairement en termes économiques, le sentiment de relégation dans l'ensemble national, qui s'accompagne d'une défiance massive des institutions publiques et du système politique, est une réalité incontournable. En d'autres termes, c'est l'extravagance de la suffisance du régime de Yaoundé vis-à-vis des spécificités linguistiques, politiques et historiques des régions anglophones qui est la source principale du malaise anglophone, au-delà de facteurs économiques, sociaux dont l'analyse ne montre aucun syndrome anglophone spécifique.

Le mécontentement réel et partagé par la grande majorité des habitants de la zone anglophone ne saurait être ignoré. Il doit impérativement être pris en compte, pour quiconque souhaiterait sincèrement résoudre durablement le problème. Plutôt qu'une fin de non-recevoir, voire le confinement dans une stratégie purement répressive, l'ouverture d'un dialogue avec l'ensemble des acteurs pouvant représenter la population des deux régions – des interlocuteurs qui ne se limitent à ceux qui sont actifs dans la rébellion et qui s'expriment par la violence – est un préalable susceptible d'éviter que la situation ne s'aggrave, sinon aujourd'hui, dans un avenir plus ou moins lointain. Dans tous les cas, la situation actuelle montre que si les origines de la crise remontent loin dans le passé (colonial), et qui persiste depuis l'indépendance, la stratégie adoptée jusqu'à ce jour, notamment l'ostracisation de la question dans l'espoir que les ressentiments disparaissent, et été inopérante et n'a pas permis de la résorber, au contraire. Reconnaitre les racines historiques du conflit et le sentiment diffus qu'expriment aujourd'hui de façon de plus en plus explicite les Anglophones de ne pas pouvoir faire entendre leurs voix, avec des manifestations chaque jour plus violentes, tel est le défi auquel les autorités sont confrontées[32]. Ce n'est rien moins que l'avenir de la Nation camerounaise qui est en jeu.

[32] A l'heure d'écrire ces lignes, le bilan établit par l'ICG (2018) fait état de plus de 420 morts parmi les civils, en augmentation rapide depuis 6 mois, 175 parmi les forces sécurité (et 300 blessés) et des centaines de combattants séparatistes, depuis le début du conflit. A la mi-août, on compterait 300 000 personnes déplacés, dont 246 000 dans la région du Sud-Ouest(soit plus que dans l'Extrême Nord, en lien avec Boko Haram), ainsi que 25 000 réfugiés au Nigéria (IOM, 2018) . Voir ICG (2018), « Cameroon: Divisions Widen Ahead of Presidential Vote », *Briefing* No.142 / Africa, 3 octobre 2018. OCHA et OIM, 16 août 2018 ; « Emergency update: Cameroon refugee situation, Nigeria », HCR, 15 août 2018.

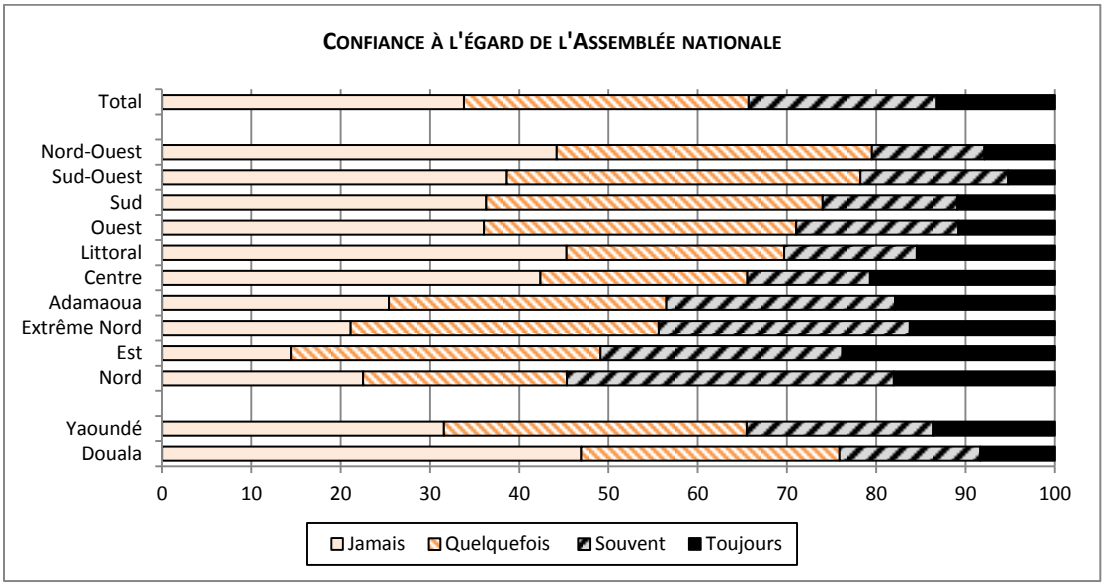
Annexe

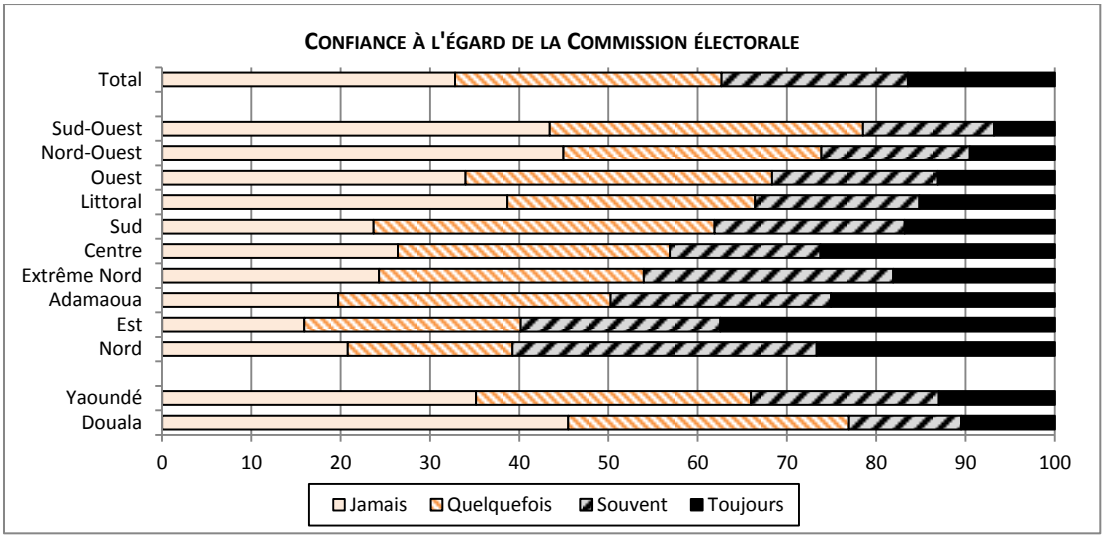
Figure A1 : Confiance à l'égard des institutions régaliennes et des services sociaux

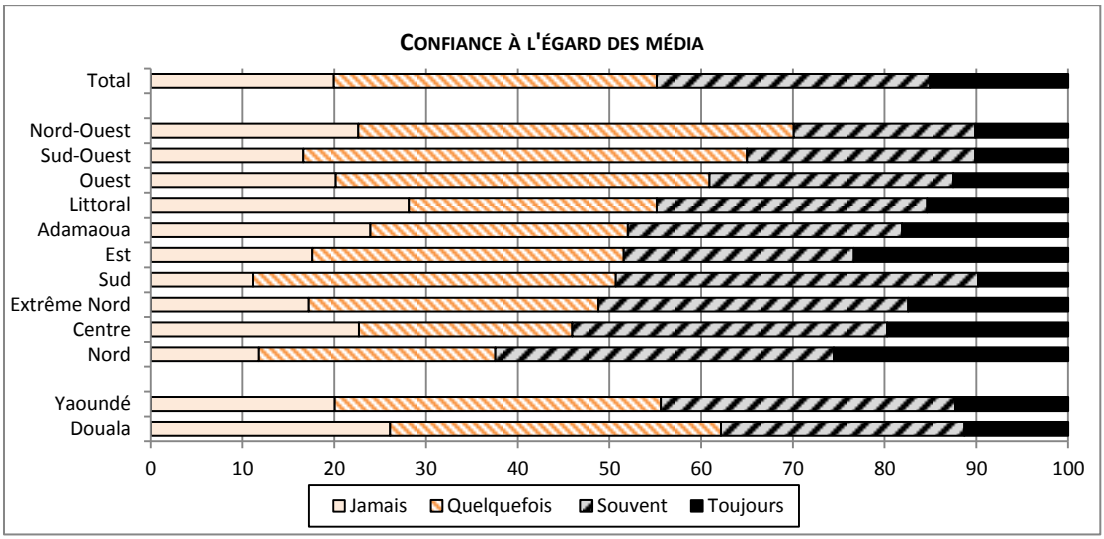


Source : Module *GPS-SHaSA* 2014, INS ; calculs des auteurs.
Les questions sont formulées comme suit : *Faites-vous confiance aux institutions suivantes [liste] ?*

Figure A2 : Confiance à l'égard des institutions-clefs pour le relais de la voix de la population







Source : Module *GPS-SHaSA* 2014, INS; calculs des auteurs.
Les questions sont formulées comme suit : *Faites-vous confiance aux institutions suivantes [liste] ?*